

Plusieurs milliers de personnes réunies contre les gaz de schistes en Ardèche

samedi 5 mars 2011, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 26 février 2011).

Plusieurs milliers de personnes, dont José Bové, ont convergé samedi 26 février en Ardèche pour le premier rassemblement national contre l'exploitation du gaz de schiste. Derrière le slogan « No gazaran », entre 10 000 (selon la préfecture) et 20 000 personnes (d'après les organisateurs) ont fait, le temps d'un après-midi, du petit bourg de Villeneuve-sur-Berg l'épicentre de l'opposition croissante à l'exploitation de ce gaz emprisonné à 3 000 mètres sous terre.

A pied, à vélo, en poussette, en voiture ou en autocar, une foule bigarrée et bon enfant, venue de tout l'Hexagone, s'est rassemblée sur une aire de repos au bord de la route nationale, interdite à la circulation, pour dire « Stop au gaz de schiste ». En contrebas, la plaine de Mirabel, des fermes, des vignes, des cultures, un camping. Au loin, les montagnes si chères à Jean Ferrat. Ici, « ils risquent de forer deux puits » et d'ériger une torchère, pour brûler les gaz, explique Guillaume Vermorel, spéléologue et l'un des initiateurs du rassemblement.

« Ils » ? Les industriels Schuepbach Energy et GDF-Suez qui ont obtenu un permis pour explorer 930 km² autour de Villeneuve. Deux autres permis, dits de Nant (Aveyron) et Montélimar (Drôme), ont été accordés en mars 2010 par les services de l'ancien ministre de l'environnement, Jean-Louis Borloo. Devant la fronde grandissante des élus locaux et régionaux, des riverains et des écologistes, Nathalie Kosciusko-Morizet a annoncé début février la suspension des travaux d'exploration dans l'attente des conclusions d'une mission d'évaluation des enjeux environnementaux, en juin.

INQUIÉTITUDES AUTOUR DES NAPPES PHRÉATIQUES

Principales inquiétudes des opposants : la pollution des nappes phréatiques et les dégâts sur les activités rurales et touristiques. Pour extraire ce gaz, il faut effectivement forer des puits tous les 200 mètres et y injecter des millions de m³ d'eau additionnée de sable et de produits chimiques afin de libérer les particules gazeuses. Même « *la collectivité n'a rien à y gagner, sauf qu'elle devra entretenir les routes abîmées par les camions* », insiste M. Vermorel.

Pour José Bové, député européen Europe Ecologie, fer de lance de la contestation et présent au rassemblement, l'exploitation de ces gisements pose la question du « *gaspillage énergétique* ». « *Il est temps de se demander comment on rend l'énergie plus efficace, renouvelable et non destructrice de l'environnement* », plaide l'ancien du Larzac. A ses yeux, il n'y a qu'une issue à la mobilisation, née en quelques semaines seulement « du mépris des citoyens et des élus » par le gouvernement et des entreprises qui « jouent aux apprentis sorciers » : l'abrogation des permis.

Pour appuyer leur combat, les différents collectifs départementaux se sont par ailleurs constitués samedi matin à Valence en coordination nationale. Dans la foule, barbe blanche et cheveux longs, Alain Gibert, maire écologiste de Rocles, estime qu'« *il se passe la même chose qu'avec les OGM : les populations ne sont pas consultées* ». Et les maires non plus. Alors, dans sa commune ardéchoise de 240 habitants, il a pris, comme contre les OGM, un arrêté pour interdire l'exploitation de ce gaz. A ce jour, la préfecture ne l'a toujours pas contesté. Et la culture des OGM est interdite en France.

P.-S.

* LEMONDE.FR avec AFP | 26.02.11 | 18h20 • Mis à jour le 26.02.11 | 18h21.